

NOS RETRAITES MERITENT MIEUX QU'UN RAPPORT MEDIOCRE

Le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) vient de publier son projet de rapport sur « les perspectives à moyen et long termes pour les retraites ». Devant un tel sujet et de tels enjeux, un tel rapport ne peut que retenir l'attention. Son instrumentalisation au service du gouvernement ne doit tromper personne.

Le SNESUP est obligé de dire que ce projet de rapport est d'une très regrettable médiocrité.

En effet le COR reste enfermé dans le cadre de la loi Fillon de 2003 et, alors que la situation générale de crise économique et sociale exigerait une réflexion à un tout autre niveau, il reprend dans ce texte ses propositions périmées de 2007.

Il reste sur un schéma que le SNESUP a déjà dénoncé. Pour équilibrer financièrement les régimes, il propose d'agir sur une augmentation du poids des cotisations versées par les salariés, sur l'âge des départs, sur la durée nécessaire pour avoir une pension complète, sur l'acceptation d'une baisse sensible du rapport entre la pension moyenne et le revenu du salarié. Pour tenir compte, dit-il, de la crise, il considère cela selon 3 scénarios bâtis sur des hypothèses, pour les 40 années qui viennent, concernant le chômage, le taux de productivité et la croissance. **Dans les trois scénarios, les conclusions sont sensiblement les mêmes : retarder l'âge de départ, allonger les durées, augmenter les prélèvements des salariés, réduire les pensions.**

Pas un mot en dehors de ce schéma. La défense des retraites du secteur public comme du secteur privé mérite une autre démarche.

Ces vingt dernières années, c'est une cause de la crise économique, la part des salaires n'a pas cessé de baisser. Des masses financières considérables échappent à toute cotisation sociale, l'assiette des cotisations doit

donc être élargie. Les divers bonus et autres profits tirés des spéculations de tous ordres devraient être imposés. Le bouclier fiscal comme les exonérations injustifiées de cotisations devraient être supprimés. Un rédacteur du journal Le Monde, sans doute pour vendre du papier en parlant de vertige, annonce que 2600 milliards seraient nécessaires pour sauver les retraites en 2050 en oubliant que d'ici à cette même année, sur les barèmes de 2008, **les revenus financiers des entreprises atteindraient plus de 15 000 milliards d'euros et que le PIB cumulé atteindrait 120 000 milliards d'euros !** Et une modulation de la cotisation patronale en fonction de l'évolution des salaires et de la valeur ajoutée des entreprises pourrait jouer simultanément sur le développement économique et sur l'emploi. Pour les fonctionnaires, les agressions et les réductions d'emplois doivent cesser ; elles mettent en péril, au détriment de la population toute entière, les services publics qui sont gage de cohésion et d'activité. Et faire travailler les seniors contribuera à augmenter la précarité des jeunes.

C'est en travaillant dans ces directions que le COR pourrait apporter une contribution positive alors que sa position actuelle fournit au gouvernement des arguments inadmissibles faisant porter aux salariés, y compris les fonctionnaires –notamment aux enseignants-chercheurs dont le recrutement intervient tardivement à plus de 30 ans–, et aux retraités, tout le poids d'une crise engendrée par le système bancaire et économique.

Il faut correctement financer les retraites, maintenir les possibilités de départ à 60 ans, prendre en compte les années de formation et d'études, réduire les durées, rétablir des droits sociaux. C'est sur ces exigences que le SNESUP appelle à toutes les ripostes syndicales, politiques et associatives nécessaires.

ELECTIONS CTPMESR – 6 MAI – VOTER ET FAIRE VOTER FSU

Matériel de campagne disponible sur : <http://www.snesup.fr/Votre-metier?aid=4965&ptid=10&cid=2920>

Le 20 mai, une journée nationale d'actions pour la formation des enseignants !

En septembre prochain, de jeunes enseignants stagiaires privés de formation professionnelle vont être projetés à temps plein devant des élèves contraints de voir se succéder plusieurs enseignants et remplaçants en cours de formation. Cela fera bientôt deux ans que la communauté éducative n'a cessé de dénoncer un projet régressif de formation des enseignants. A six mois de cette rentrée scolaire, les effets destructeurs de la politique éducative gouvernementale dans les universités pèsent désormais sur les épaules des acteurs universitaires du service public.

A l'initiative du SNESUP-FSU, notre mandat d'une journée d'action en direction de l'opinion publique, des parents d'élèves et des citoyens pour alerter sur la rentrée 2010 a été proposé à la FSU qui l'a adopté.

Nous devons, avec une expression nationale de la FSU, donner une visibilité importante à cette action.

Le 20 mai prochain en fin de journée, nous devons tous être mobilisés, dans les UFR et les IUFM pour faire de cette journée nationale décentralisée un moment fort de notre lutte contre le projet gouvernemental de mise à sac de la formation des enseignants. Le SNESUP appelle ses syndiqués à prendre contact avec les syndicats de personnels et d'étudiants, les associations de parents d'élèves..., pour l'organiser localement. Il est temps d'entendre la communauté éducative et de mettre un terme à deux années d'improvisation et de mépris gouvernementaux. L'avenir des jeunes est en cause.